

Convention collective de travail du 10 octobre 2016 instituant un fonds 2^{ème} pilier de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai (en abrégé : SCP 102.07) dénommé "Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07 " et fixant ses statuts

Article 1 – Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai.

Article 2 – Objet

La présente convention collective de travail instaure un fonds "2^{ème} pilier" pour les travailleurs relevant de la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai, dont les statuts sont repris en annexe.

Article 3 – Entrée en vigueur et durée

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et est conclue pour une durée indéterminée.

Article 4 – Dénonciation de la convention collective de travail

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai.

La résiliation de la présente convention collective de travail entraîne automatiquement la dissolution du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07.

Article 5 – Force obligatoire

Les parties demandent la force obligatoire.

Annexe à la Convention collective de travail du 10 octobre 2016 instituant un fonds 2^{ème} pilier de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai dénommé "Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07"

STATUTS DU FONDS 2^{ème} PILIER SCP102.07 L'INDUSTRIE DES CARRIÈRES, CIMENTERIES ET FOURS À CHAUX DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE TOURNAI (en abrégé FONDS 2^{ème} Pilier SCP102.07)

Chapitre 1 - Instauration, dénomination, siège social, objectif et durée

Art. 1 – La présente convention collective de travail (CCT) instaure le fonds 2^{ème} pilier de l'industrie des carrières, cimenteries et fours à chaux de l'arrondissement administratif de Tournai dénommé "Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07" conformément aux dispositions de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Art. 2 – Le siège social du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07 est établi

Avenue de Maire 134, 7500 TOURNAI

Art. 3 – Le Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07 est institué pour remplir le rôle d'organisateur du régime de pension sectoriel tel que déterminé par le protocole d'accord 2015-2016 visant à instaurer un régime de pension sectoriel pour les travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la sous-commission paritaire SCP102.07.

Art. 4 – Le rôle d'organisateur du régime de pension sectoriel se limite à :

- l'organisation de la transmission des données nécessaires à la mise en œuvre et au fonctionnement du régime de pension sectoriel ;
 - la collecte éventuelle des cotisations auprès des employeurs relevant du secteur ;
 - l'organisation des transferts financiers ;
 - le contrôle du fonctionnement général et des résultats de l'organisme de pension en charge du régime de pension sectoriel ;
 - l'information aux affiliés et à leurs employeurs concernant le régime de pension sectoriel ;
 - la définition des modalités et des procédures nécessaire à l'exécution du rôle d'organisateur.
- Les autres tâches qui sont imposées à l'organisateur par la LPC et les arrêtés d'exécution de cette loi.

Chapitre 2 - Champ d'application

Art. 5 – Les présents statuts s'appliquent :

- 1° aux employeurs relevant de la compétence de la sous-commission paritaire SCP102.07,
- 2° aux ouvriers et ouvrières occupés par les employeurs visés au 1°.

Chapitre 3 – Avantages

Art. 6 – Le régime de pension sectoriel constitue l'avantage octroyé par le Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07.

Les personnes qui peuvent bénéficier de cet avantage sont les ouvriers et les ouvrières occupés par les employeurs visés au 1° de l'article 5 des présents statuts.

La convention collective de travail précitée mentionne la nature de cet avantage, les modalités d'octroi et de liquidation de celui-ci.

Chapitre 4 – Gestion

Art 7 - Le Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07 est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des employeurs et des travailleurs concernés par ce régime de pension sectoriel.

Ce conseil est composé de 10 membres, 5 représentants des employeurs et 5 représentants des travailleurs, désignés parmi les membres de la sous-commission paritaire SCP102.07.

Le mandat d'un membre expire en même temps que son mandat de membre de la sous-commission paritaire.

En cas de décès ou de démission d'un administrateur, le conseil d'administration pourvoit à son remplacement dans le respect des règles qui précèdent.

Art 8 – Le conseil d'administration désigne un président et un vice-président, appartenant des groupes différents. Le mandat est de deux ans renouvelables.

Lorsque le président est empêché, le vice-président exerce ses fonctions.

Art. 9 – Le comité de gestion se réunit sur convocation du président.

Le président est tenu de convoquer le comité de gestion chaque fois qu'au moins quatre de ses membres en font la demande.

Les convocations mentionnent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le comité de gestion et ils sont signés par la personne qui a présidé la séance.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.

Le vote est valable lorsque la moitié des membres représentant les employeurs et la moitié des membres représentant les travailleurs sont présents, si au moins un membre de chaque organisation représentée au comité de gestion y participe et à condition que le point mis au vote ait été mentionné clairement dans l'ordre du jour de la convocation pour la réunion.

Art. 10 – Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07 et peut prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires à son bon fonctionnement.

Il est représenté dans toutes les actions en justice par le président ou l'administrateur délégué à cet effet.

Le conseil d'administration peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Art. 11 – Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

Chapitre 5 – Transfert financier

Art. 12 – Les cotisations pour le financement du régime sectoriel de pension sont fixées uniquement par CCT conclues au sein de la commission paritaire SCP102.07

Art. 13 – Le conseil d'administration prendra décision quant au fait que les cotisations seront perçues et recouvrées par l'Office National de la Sécurité Sociale ou que celles-ci seront perçues directement auprès de chaque employeur qui relève de la présente convention collective de travail. Il en informera d'une part les employeurs, ainsi que l'organisme de pension afin que ceux-ci puissent prendre les dispositions administratives en temps opportun.

Art. 14 – Comme le prévoit l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, les modes de calcul, de perception et de recouvrement de ces cotisations, et des éventuelles majorations de cotisations, et les intérêts de retard sont les mêmes que applicables en matière de cotisations de sécurité sociale.

Art. 15 – Ces cotisations sont versées à l'organisme de pension en charge du régime sectoriel de pension.

Le conseil d'administration peut mandater l'organisme de pension pour qu'il perçoive ces cotisations soit directement auprès des employeurs, soit directement auprès de l'Office National de Sécurité Sociale.

Art. 16 – L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Art. 17 – Les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés le 31 décembre. Le conseil d'administration ainsi que le réviseur ou l'expert-comptable désigné par la commission paritaire, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, établissent chacun un rapport annuel écrit concernant

l'accomplissement de leur mission pour l'année révolue. Les comptes et les rapports annuels doivent être soumis à la commission paritaire pour approbation au plus tard pour fin avril de chaque année.

Chapitre 6 – Dissolution

Art. 18 – En cas de dissolution du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07, la sous-commission paritaire SCP102.07 désigne les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et appointements et précise la destination des avoir du Fonds 2^{ème} pilier SCP102.07.

Collectieve Arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2016 tot oprichting van een fonds 2e pijler van het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik (afgekort : PSC 102.07) genoemd "Fonds 2^e pijler PSC102.07 " en tot bepaling van de statuten ervan

Artikel 1 – Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die actief zijn in de ondernemingen die deel uitmaken van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik.

Artikel 2 - Voorwerp

Deze collectieve arbeidsovereenkomst richt een fonds "2e pijler" op voor de werknemers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik.

Artikel 3 - Inwerkingtreding en duur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2016 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Artikel 4 - Opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegtermijn van zes maanden die bij een ter post aangetekend schrijven wordt verstuurd aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der kalksteengroeven, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik.

De opzegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst brengt automatisch de ontbinding van het Fonds 2de pijler PSC 102.07 teweeg.

Artikel 5 - Algemeenverbindendverklaring

De partijen vragen de algemeenverbindendverklaring.

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2016 tot instelling van een fonds 2de pijler voor het groefbedrijf, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik, genaamd fonds 2de pijler PSC102.07"

STATUTEN VAN HET FONDS 2de PIJLER PSC102.07 GROEFBEDRIJF, CEMENTFABRIEKEN EN KALKOVENS VAN HET ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT DOORNIK (afgekort FONDS 2de Pijler PSC102.07)

Hoofdstuk 1 - Instelling, benaming, maatschappelijke zetel, doelstelling en duur

Art. 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst (CAO) richt het fonds 2de pijler voor het groefbedrijf, cementfabrieken en kalkovens van het administratief arrondissement Doornik op, genaamd "Fonds 2de pijler PSC 102.07" overeenkomstig de bepalingen van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Art. 2 - De maatschappelijke zetel van het Fonds 2de pijler PSC102.07 is gevestigd

Avenue de Maire 134, 7500 TOURNAI

Art. 3 - Het Fonds 2de pijler PSC102.07 wordt opgericht om de rol te vervullen van organisator van het sectoraal pensioenstelsel zoals bepaald door het protocolakkoord 2015-2016 tot invoering van een sectoraal pensioenstelsel voor de werknemers tewerkgesteld in de ondernemingen die behoren tot de bevoegdheid van het paritair subcomité PSC102.07.

Art. 4 - De rol van organisator van het sectoraal pensioenstelsel is beperkt tot :

- de organisatie van de overdracht van de gegevens die noodzakelijk zijn voor de tenuitvoerlegging en de werking van het sectoraal pensioenstelsel ;
- de eventuele inzameling van de bijdragen bij de werkgevers die tot de sector behoren ;
- de organisatie van de financiële overdrachten ;
- de controle van de algemene werking en van de resultaten van de pensioeninstelling die instaat voor het sectoraal pensioenstelsel ;
- de informatie aan de leden en aan hun werkgevers betreffende het sectoraal pensioenstelsel ;
- de bepaling van de modaliteiten en van de procedures die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de rol van organisator.
- de andere taken die worden opgelegd aan de organisator door de WAP en de uitvoeringsbesluiten van deze wet.

Hoofdstuk 2 – Toepassingsgebied

Art. 5 - Deze statuten zijn van toepassing :

- 1 op de werkgevers die vallen onder de bevoegdheid van het paritair subcomité PSC102.07.,
- 2 op de werklieden en werksters tewerkgesteld door de werkgevers bedoeld in 1°.

Hoofdstuk 3 - Voordelen

Art. 6 - Het sectoraal pensioenstelsel vormt het voordeel toegekend door het Fonds 2de pijler PSC 102.07.

De personen die dit voordeel kunnen genieten zijn de werklieden en de werksters tewerkgesteld door de werkgevers bedoeld in 1° van artikel 5 van deze statuten.

De voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst vermeldt de aard van dit voordeel, de toekenningsmodaliteiten en de vereffening ervan.

Hoofdstuk 4 - Beheer

Art 7 -Het Fonds 2de pijler PSC102.07 wordt beheerd door een raad van bestuur die paritair is samengesteld uit vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers betrokken bij dit sectoraal pensioenstelsel.

Deze raad is samengesteld uit 10 leden, vijf vertegenwoordigers van de werkgevers en vijf vertegenwoordigers van de werknemers, aangesteld onder de leden van het paritair subcomité PSC102.07.

Het mandaat van een lid loopt te zelfder tijd ten einde met zijn mandaat van lid van het paritair subcomité.

In geval van overlijden of van ontslag van een beheerder, voorziet de raad van beheer in zijn vervanging met naleving van de voorafgaande regels.

Art. 8 - De raad van bestuur stelt een voorzitter en een ondervoorzitter aan, die behoren tot verschillende groepen. Het mandaat kan om de twee jaar worden vernieuwd.

Wanneer de voorzitter verhinderd is, oefent de ondervoorzitter zijn functies uit.

Art. 9 : Het beheerscomité komt bijeen na bijeenroeping van de voorzitter.

De voorzitter is verplicht om het beheerscomité bijeen te roepen telkens wanneer ten minste vier van zijn leden erom verzoeken.

Op de convocaties staan de plaats, de datum, het uur en de agenda vermeld.

De notulen worden opgesteld door de secretaris aangesteld door het beheerscomité en zij worden ondertekend door de persoon die de vergadering heeft voorgezeten.

De beslissingen worden genomen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden.

De stemming is geldig wanneer de helft van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen en de helft van de leden die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig zijn, als ten minste een lid van elke organisatie vertegenwoordigd in het directiecomité eraan deelneemt en op voorwaarde dat

het punt waarover wordt gestemd duidelijk werd vermeld op de agenda van de oproeping voor de vergadering.

Art. 10 - De raad van bestuur heeft de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en het bestuur van het Fonds 2de pijler PSC 102.07 en kan alle maatregelen nemen die noodzakelijk blijken voor de goede werking ervan.

Hij wordt hiertoe vertegenwoordigd in alle rechtshandelingen door de voorzitter of de afgevaardigd bestuurder.

De raad van bestuur kan zijn gehele of gedeeltelijke bevoegdheid overdragen aan één of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.

Art.11 - De bestuurders gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen van het fonds. Hun verantwoordelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het mandaat dat zij hebben gekregen.

Hoofdstuk 5 - Financiële overdracht

Art. 12 - De bijdragen voor de financiering van het sectoraal pensioenstelsel worden enkel door CAO's gesloten in paritair comité PSC102.07 vastgesteld.

Art. 13 - De raad van bestuur zal een beslissing nemen over het feit dat de bijdragen zullen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of dat deze rechtstreeks zullen worden geïnd bij elke werkgever die onder deze collectieve arbeidsovereenkomst valt. Hij zal enerzijds de werkgevers ervan op de hoogte brengen, alsook de pensioeninstelling opdat deze te gepasten tijde de administratieve maatregelen zouden kunnen nemen.

Art. 14 - Zoals artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid bepaalt, zijn de berekenings-, innings- en invorderingswijzen van deze bijdragen, en van de eventuele bijdragenverhogingen, en de verwijlintresten dezelfde als die welke toepasbaar zijn inzake sociale zekerheidsbijdragen.

Art. 15 -Deze bijdragen worden gestort aan de pensioeninstelling die instaat voor het sectoraal pensioenstelsel.

De raad van bestuur kan de pensioeninstelling de machtiging verlenen opdat zij deze bijdragen ofwel rechtstreeks bij de werkgevers, ofwel rechtstreeks bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zou innen.

Art. 16 - Het boekjaar vangt aan op 1 januari en wordt afgesloten op 31 december.

Art. 17 - De rekeningen van het afgelopen boekjaar worden afgesloten op 31 december. De raad van bestuur alsook de revisor of de accountant aangesteld door het paritair comité met toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid stellen ieder een schriftelijk jaarverslag op over de vervulling van hun opdracht voor het voorbije jaar. De rekeningen en jaarverslagen moeten elk jaar uiterlijk tegen eind april ter goedkeuring worden voorgelegd aan het paritair comité.

Hoofdstuk 6 - Ontbinding

Art. 18 - In geval van ontbinding van het Fonds 2de pijler PSC 102.07, stelt het paritair subcomité PSC 102.07 de vereffenaars aan, bepaalt het hun bevoegdheden en bezoldigingen en preciseert de bestemming van de tegoeden van het Fonds 2de pijler PSC102.07.